

Les fruits amers de la fusion de Québec solidaire avec Option nationale **Abandon du programme, dérive centriste et pure machine électorale**

Par sa plateforme internet « Mouvement », qui relègue aux oubliettes celle électorale à demi adoptée au dernier congrès, le parti inaugure une campagne électorale à contenu minimaliste qui durera plus de sept mois. Pendant que la militance laboure le terrain, la direction pourra en catimini se fabriquer les points saillants programmatiques à sa mesure qui seront révélés chemin faisant. Si ceux connus à ce jour sont garants de l'avenir, il n'y a pas de quoi en faire une offre d'un Québec alternatif mais d'une province canadienne quelque peu lissée à gauche que bloquera la contrainte compétitive de plus en plus féroce du marché global. Pour s'assurer qu'il n'y ait pas un retour aux saillis à saveur anticapitaliste du programme, la direction, s'appuyant sur sa commission politique ou même sur certaines interventions carabinées au congrès, en a arrondi les pointes pour éviter toute percée du mur néolibéral. Tant ce recentrage électorale du message que cet abandon de la substantifique moelle du programme se drapent du duplessiste fleurdelisée bleu foncé qu'a valu au parti la fusion avec Option nationale (ON).

Un recentrage du message public reniant le piquant anticapitaliste du programme

Le lancement de la campagne électorale du 18 février¹ témoignait d'un vide programmatique abyssal même si le parti y prétendait faire du Québec « *le premier pays au monde* » pour la transition écologique et tutti quanti. L'abolition du financement des écoles privées était l'exception à la règle. Dans la période précédent ce lancement, le parti avait mis en exergue l'augmentation du salaire minimum à 15\$ l'heure et le rejet des hydrocarbures. Ces deux propositions ne démarquent pas Québec solidaire (QS) du Parti québécois (PQ) quelque soit l'hypocrisie de ce dernier qui a subi, contrairement à QS, l'épreuve d'être au gouvernement et qui l'a échoué. Il n'est cependant pas dit que la position Solidaire ne soit pas aussi lestée d'opportunisme.

Une école privée au cœur de celle publique

Pourquoi la première pierre de la pré-campagne ignore-t-elle la ségrégation au sein même du système public². Cette sélection élitiste est pourtant presque aussi importante que celle purement privée³? N'est-ce pas évident que les classes moyennes supérieures refoulées du système privé parce que devenu trop cher vont exiger que leurs enfants ne frayent pas avec le menu fretin des classes régulières? Et pourquoi ne pas en profiter pour régler leur compte aux écoles religieuses⁴, très majoritaires au sein des écoles privées, et les catholiques en leur sein⁵, afin d'effacer cette tache originelle de la laïcité

1 Québec solidaire, [Écoutez le lancement préélectoral de Québec solidaire](#), 18/02/18

2 Yanick Cyr, [QS et le PQ s'unissent contre la « ségrégation scolaire »](#), Radio-Canada, 7/11/17. Encore en novembre dernier, « Gabriel Nadeau-Dubois conv[enait] que les solutions avancées par le collectif [L'école ensemble] sont contenues dans le programme de son parti, mais il se dit ouvert à la discussion notamment sur le financement public de l'école privée. » [Je souligne] Pourtant, le programme parle bien « des écoles privées, totalement autonomes quant à leur financement » ce à quoi il ajoute qu'« [i]l serait entendu que l'admission des élèves aux vocations et projets particuliers [des écoles publiques] ne pourrait se fonder sur une sélection élitiste. »

3 Guy Rocher, [Faisons école ensemble](#), Le Devoir, 19/06/17 : « En séparant physiquement nos enfants (au secondaire, 21 % sont au privé subventionné et au moins 20 % dans des projets particuliers sélectifs), nous foulons aux pieds le principe d'égalité des chances. »

4 Le programme affirme que « [d]u préscolaire au collégial inclusivement, Québec solidaire compte sur une école publique, démocratique, laïque [je souligne] et indépendante des influences marchandes dans son enseignement. »

5 Hassan Serraji, [Écoles religieuses au Québec: les chiffres](#), Métro-Montréal, 25/01/15 : « On apprend ainsi que 71% des élèves du réseau privé fréquente des écoles se rattachant à une tradition religieuse ou à une communauté de foi. [...] [Les écoles catholiques] accueillent 86% des élèves qui fréquentent une école confessionnelle. La seule augmentation

québécoise ce que n'est pas du tout le port des voiles de toutes sortes. Et même si ce n'est pas contenu dans le programme, pourquoi permettre au 1% de préserver leurs enfants de l'école commune ? Pour consolider leur propension élitiste exaltant les vertus de l'inégalité et les bienfaits de l'exploitation ?

Pétrole : Une suspension et une dépendance au BAPE qui n'est pas une interdiction

Il en fallu du temps pour que la direction Solidaire, pressée par le mouvement écologique et un mouvement municipal, s'oppose clairement aux oléoducs et à toute exploitation pétrolière. À la veille des élections de 2014, elle tergiversait encore⁶. La plateforme 2014 eut beau rectifier le tir, elle ne fut ni diffusée ni même mise en évidence sur le site du parti... pour retomber dans l'oubli après les élections. Ainsi la direction du parti gère-t-elle la contradiction entre sa militance et son parti-pris électoraliste. Qu'en serait-il aujourd'hui s'il y avait une découverte majeure d'un champ pétrolifère en Gaspésie ou même dans le Golfe ? Par exemple, le parti ne s'oppose pas au projet Bourque, loin de toute habitation, à moins qu'il n'implique de la fracturation, tout au plus questionnant sa rentabilité⁷. Se référant à Haldimand à Gaspé, qui menace pourtant l'eau potable, « *Québec solidaire exige la suspension [Je souligne] de tous les projets pétroliers et gaziers actuellement en cours, notamment en Gaspésie* » et non pas leur interdiction tel que spécifiée par le programme. Imprudemment, il s'en remet à la sagesse du BAPE ce qui n'offre aucune garantie de rejet⁸. On en est pas au mot d'ordre de laisser le pétrole et le gaz dans la terre.

Un salaire minimum à la sauce FMI et plus tard que ceux albertain et ontarien

La proposition de la plateforme 2018 parle d'augmenter à 15\$ le salaire minimum puis de l'indexer⁹ sans toutefois spécifier d'échéance. Si on se fie sur celle de la fin du financement de l'école privée, celle-ci est en 2022. Au rythme actuel de croissance du salaire minimum¹⁰, et compte tenu des niveaux réellement existants ontarien et albertain, cette échéance ne diffère pas tellement de la realpolitik gouvernementale que seul un gouvernement CAQ remettrait en question (tout comme peut-être un éventuel gouvernement conservateur en Ontario). Cette politique pragmatique concorde avec celle du

des effectifs des écoles catholiques au cours des douze dernières années (15 366 élèves) est supérieure au nombre total d'élèves fréquentant toutes les autres écoles confessionnelles (12 655). »

- 6 Marc Bonhomme, [À la veille du budget, antichambre des très prochaines élections, la direction Solidaire liquide sa plate-forme pour celle du PQ](#), ESSF, 19/02/14. (Les deux références aux documents de Québec solidaire ont depuis lors été modifiées. Les voici : [Québec solidaire veut sortir le Québec de l'austérité](#), 17/02/14 et [Forum sur les hydrocarbures en Gaspésie et aux Îles: QS dévoile ses positions sur l'exploitation des énergies fossiles](#), 26/03/13)
- 7 Québec solidaire, [Projet gazier Bourque - Manon Massé questionne le ministre](#), YouTube, 29/11/17. À cet égard, Québec solidaire mimique l'ambiguïté des organisations nationales environnementales qui « *exhortent le gouvernement à "tabletter" sa Loi sur les hydrocarbures et ses projets de règlements, pendant qu'il est encore temps, et à les remplacer par un cadre législatif empêchant le développement de la filière pétrolière et gazière, notamment en interdisant la fracturation hydraulique et l'exploitation des gisements non-conventionnels.* » Faudrait-il permettre l'exploration du pétrole conventionnel... au cas où ce serait un important gisement... ce qui pourrait être ensuite interprété comme ne constituant pas le développement d'une filière. (Nature-Québec, Fondation David Suzuki, Greenpeace, AQLPA, Eau secours, RVHQ, [Puits d'hydrocarbures abandonnées](#))
- 8 Québec solidaire, [Fracturation hydraulique à Gaspé - Québec solidaire presse le gouvernement Couillard de rappeler Pétrolia à l'ordre](#), 8/09/16
- 9 Le programme dit plutôt de « *fixer dans un premier temps le salaire minimum au seuil de faible revenu pour une personne qui travaille à temps plein puis, dans un deuxième temps, l'amener à 50% au-dessus du seuil de faible revenu* » puis de l'indexer. Ce qui donne, en 2017, 12.80\$ l'heure pour une semaine de 37.5 heures sur la base d'une personne en région métropolitaine (Statistique Canada, Cansim 206-0094-avant impôts et [Indice des prix à la consommation-Québec](#)) à hausser éventuellement à 19.25\$.
- 10 Radio-Canada, [Le salaire minimum passera à 12 \\$ le 1er mai prochain au Québec](#), 17/01/18

FMI¹¹. Cette institution du néolibéralisme international a compris qu'il fallait combler le trou noir de la déficience de la demande solvable, maintenant que s'enraie la machine de l'endettement, sans envenimer le déficit budgétaire de l'État. En bonus, sans que soit affectée la loi de la concurrence puisque la même politique s'appliquerait à tout le monde, la hausse du salaire minimum frappe davantage les PME que les transnationales tout en laissant celles-ci continuer à pressuriser leurs sous-traitants et transformer leur salariat en faux travail autonome. Question à mille dollars ou plutôt à 20 dollars : Un salaire minimum à 20\$ ne serait-il pas nécessaire pour vivre et non pas pour survivre ?¹²

Un recul sur la salarisation des médecins et sur la gratuité des soins dentaires

Le scandale de la hausse salariale des médecins spécialistes amplifié par le ras-le-bol des infirmières a fait du système de santé, sur l'autoroute de la privatisation¹³, l'actuel point d'orgue de la conjoncture québécoise. Québec solidaire a riposté par le slogan populiste à la CAQ « *Dehors Barrette* » sur fond d'une tactique parti-mouvement à la Mélançon faite de pétition et de manifestation¹⁴. À propos du salaire des médecins, la direction du parti a laissé dire, sans rectification, au chroniqueur du Devoir sur la politique québécoise : « *Aucun des partis représentés à l'Assemblée nationale ne propose toutefois de leur imposer le salariat. Pas même Québec solidaire, dont le programme prévoit seulement de "passer à une autre forme de rémunération", sans préciser laquelle.* »¹⁵ Le PQ, indépendamment de sa crédibilité, a proposé de réaffecter la hausse au système de santé avec un plan à court terme à l'appui¹⁶.

Puis Québec solidaire annonça un ravalement la gratuité des soins dentaires telle que proposée par la plateforme 2018, et soutenue par la direction du parti¹⁷, à une subvention de 60% pour les soins curatifs aux adultes. Idem pour la rémunération des médecins. Le parti propose une formule complexe dite « mixte », incluant le paiement à l'acte¹⁸, alors que le récent congrès sur la plateforme 2018 venait de voter que « *le mode de rémunération des médecins [passera du] statut de travailleur autonome à un statut d'employé lorsqu'elles et ils exercent dans le réseau de la santé, à l'instar de tous les autres professionnels et professionnelles.* » même s'il y avait une seconde phrase alambiquée, typiquement politicienne, pouvant servir d'échappatoire¹⁹.

11 Gérard Bérubé, [Salaire minimal](#), Le Devoir, 8/06/17 : « *Le Fonds monétaire international a même été plus loin en invitant les pouvoirs publics à miser sur une hausse, même musclée, du salaire minimum. [...] Statistique Canada a déjà conclu que le salaire minimum avait, en définitive, fait du surplace au fil des ans lorsque ramené en dollars constants. [...] Il y a donc eu appauvrissement si on ajoute la hausse des taxes et des tarifs à absorber.* »

12 TVA nouvelles, [Qui gagne plus de 20 \\$ l'heure au Québec ?](#), 4/04/14

13 Louise Bouchard, Patrick Martin, Amélie Perron et Marilou Gagnon, [Un symptôme d'une privatisation en devenir?](#), Le Devoir, 24/02/18 : « *Fondamentalement, la privatisation s'appuie sur les notions de profit et de croissance économique pour enrichir les intérêts privés. En réduisant les structures, en les centralisant et en encourageant les partenariats publics-privés, toutes les conditions vers une privatisation sont mises en œuvre.* »

14 Marc Bonhomme, [1500 personnes exigent la démission de Barrette... et rien d'autre](#), Presse-toi-à-gauche, 28/02/18

15 Michel David, [Le gros bout du bâton](#), Le Devoir, 20/02/18

16 Parti québécois, [Douze mois pour mettre le système de santé au service des patients](#), 18/02/18

17 L'amendement accepté du Comité de coordination nationale [CCN] était : « *Intégrer les soins dentaires à l'assurance maladie pour qu'ils soient gratuits comme les autres soins de santé.* »

18 Québec solidaire, [Ramenons un peu de justice dans notre système de santé](#), 15/03/18 : Le paiement à l'acte pourra être aussi élevé que 50% pour les consultations hors hôpital (GMF et supercliniques) et 100% hors système public... donc pas d'interdiction de la pratique privée au bénéfice du 1%. La rémunération en hôpital et en CLSC/CHSLD inclura une rémunération minoritaire selon la « performance »... allô médecine productiviste. Les GMF et les supercliniques resteront sous la direction des médecins même s'ils seront « intégrés » au système public.

19 « *Tous les modes de rémunération seront étudiés afin de favoriser la prise en charge multidisciplinaire, la pertinence des soins ainsi que la prévention.* »

Une cible anti GES pour la lutte climatique à la droite des Libéraux

Faut-il revenir sur la démission du parti vis-à-vis la lutte climatique au lieu de s'aligner sur un plan de plein emploi écologique que suppose la cible anti-GES de réduction des deux tiers et le rejet des bourses et taxe carbone du programme lesquels cible et rejet sont reniés dans la plateforme 2018 ?²⁰ À ce point que cette plateforme, au niveau des cibles et de l'omerta à propos des bourses et taxe carbone si positionne à la droite des Libéraux :

Programme Solidaire :

Préconiser, d'ici 2050, une économie décarbonisée, c'est-à-dire de réduire de 95 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) en dessous du niveau de 1990, notamment en appliquant un plan de transition énergétique visant l'élimination des hydrocarbures dans la production et la consommation d'énergie et une réduction substantielle de l'utilisation de produits à base de dérivés du pétrole d'ici le milieu du siècle. Afin de rattraper le retard accumulé par rapport à nos engagements internationaux et afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius, il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990. Au niveau international, il faut faire pression pour arriver à un nouvel accord légalement contraignant.

Programme des Libéraux :

M. David Heurtel, annonce l'adoption par le gouvernement d'une cible québécoise de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) de 37,5 % sous le niveau de 1990 en 2030. [...] Pour 2020, le Québec s'est donné un objectif encore plus ambitieux, soit celui de réduire ses émissions de GES de 20 % sous leur niveau de 1990. [...] Elle place également le Québec sur la trajectoire de la réduction d'émissions de GES recommandée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour les pays industrialisés [...] réduire leurs émissions de GES de 80 % à 95 % d'ici 2050.²¹

Proposition de la plateforme 2018

Québec Solidaire réduira au maximum les émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la cible d'une réduction de 95% d'ici 2050 par rapport au niveau de 1990 grâce à des cibles intermédiaires à chaque cycle de 5 années » (point 7.3)

Adieu plein emploi et semaine de 35 heures, bonjour libre-échange

Non seulement la Commission politique a-t-elle pris l'initiative de supprimer de la plateforme 2018 le noyau dur de son volet écologique (cible GES 2030, rejet du marché et de la taxe carbone), mais elle y a aussi biffé la suppression de l'objectif du plein emploi contenu dans le programme. Le congrès, aiguillonné par l'intervention d'un réalo-réaliste, a fait sauter la semaine de 35 heures de la plateforme. Autrement dit, le plein emploi écologique, implicite dans le programme, prend le bord. À bien y penser, cette social-libéralisation de la plateforme, et encore plus les réellement existantes prises de position publiques, s'harmonisent avec la position du parti à propos du libre-échange telle que stipulée au programme et ailleurs. Si le congrès programmatique de 2011 laissait entendre une opposition — « *En réponse aux ténors du néolibéralisme qui prétendent que le Québec doit s'ajuster à la mondialisation économique et au libre-échange...* » — elle disparaît au congrès programmatique de 2017 où la question n'est pas abordée dans la partie « altermondialisme » pour se satisfaire de réclamer une exception pour le secteur agro-alimentaire. Pour la plateforme 2018, loin du rejet, on se contente de « *chercher à remplacer l'ALÉNA ou tout autre accord de libre-échange...* ». À l'occasion de la présente ronde de négociations

20 Marc Bonhomme, [La réduction des gaz à effet de serre \(GES\) des deux tiers d'ici 2030 au Québec est faisable techniquement, financièrement et politiquement](#), Presse-toi-à-gauche, 20/02/18. Mais pourquoi le responsable du site Presse-toi-à-gauche, dans un article en parallèle, cherche-t-il à créer la confusion en invoquant une cible proposée par l'IRIS que le congrès n'a pas retenue parce que en-deçà des réductions de GES exigées par les cibles d'abaissement de température des Accords de Paris ? Quel est le but de cette manœuvre ?

21 Gouvernement du Québec (MDDELCC), [Québec adopte la cible de réduction de gaz à effet de serre la plus ambitieuse au Canada](#), communiqué du 27/11/15

sur l'ALÉNA, le parti appuie « *un protectionnisme qui serait* “basé sur la protection de la qualité de notre société, de notre économie et de notre environnement” [Amir Khadir] »²², une position qui sous couvert vertueux s'avère plus anti-Mexique qu'anticapitaliste²³.

Un capitalisme national compétitif sans contrôle démocratique et qui accepte les fermetures

On pourrait se consoler en se disant que reste l'interventionnisme économique de l'État par la bonification des pouvoirs de la Caisse de dépôt et de placement (CDPQ) et par la création d'une banque d'État de même que par une fiscalité plus progressiste. On ne boudera pas son plaisir mais on ne cachera pas pour autant son malaise. A-t-on en tête le développement d'un capitalisme national enveloppé dans l'étatisme ou d'une profonde démocratie égalitaire donc forcément anticapitaliste ? La banque d'État, tout comme Desjardins, sera poussée au rendement maximum par la loi de la compétition avec les institutions financières privées. Dans la plateforme 2018, dont on attend des engagements concrets, on ne fixe aucun objectif à la CDPQ en ce qui concerne le pourcentage d'investissements nationaux²⁴ ou celui du contrôle citoyen. Par le silence, on consent à la politique de la CDPQ de soutien des investissements hors Québec par le petit impérialisme québéco-canadien et de son investissement anti-écologique du REM²⁵ pour lequel on sait d'avance que le peuple québécois paiera la facture. On aimerait saluer la politique vis-à-vis les fermetures et les mises à pied massives mais on se rappelle du silence honteux du parti lors de la fermeture définitive d'Électrolux en pleine campagne électorale 2014 et surtout lors de celle sauvage de Mondelez en décembre 2016²⁶. Quant à la réforme fiscale proposée, elle demeure vague à souhait et ignore la taxation des produits luxueux et énergivores. Si on se fie au cadre financier de la dernière campagne électorale, elle s'annonce modérée par peur de la fuite des capitaux contre laquelle on ne prévoit rien à part la taxation des actifs dans les paradis fiscaux.

La débandade centriste de QS annonce le cas danois ou celui grec, certainement pas celui portugais

Si on considère l'ensemble de l'œuvre programmatique, et surtout le message public qui en émane, celui-ci baigne dans un nationaliste capitalisme vert en mal d'appui populaire. Un gouvernement Solidaire pourra-t-il satisfaire les plus urgents besoins populaires ? On ne peut exclure qu'une conjoncture économique favorable, comme en ce moment, puisse lui permettre de mettre du baume sur la plaie. Au Portugal, le Parti socialiste minoritaire, depuis longtemps néo-libéralisé mais aiguillonné par un parti anticapitaliste dont il dépend pour se maintenir au gouvernement, profite d'une accalmie économique pour stopper momentanément les reculs sociaux imposés par l'Union européenne²⁷ mais

22 Pascal Dugas-Bourdon, [Québec solidaire veut entendre le gouvernement Couillard sur «l'après-ALÉNA»](#), journal de Québec, 22/01/18

23 Marc Bonhomme, « [To \[be\] or not to be](#) » : les négociations de l'Aléna et la gauche – Pour un plan de plein emploi écologique, ESSF, 4/02/18, paragraphe « Gouvernements et syndicats étasunien et canadien, au nom de la vertu, contre le Mexique »

24 François Desjardins, [La Caisse de dépôt a le vent dans les voiles](#), Le Devoir, 24/02/18 : « ...la Caisse en compte maintenant 299 milliards [d'actifs nets], une somme qui comprend des investissements de 43 milliards au Québec... » soit 14%. « Environ 64 % des 299 milliards de dollars d'actifs que gère la Caisse sont investis à l'étranger, indiquent les plus récents états financiers, contre 42 % à la fin de 2008. » On en déduit que 22% de ces actifs nets sont au Canada hors Québec.

25 Patrick Barnard, [Le REM, toujours mauvais pour l'environnement](#), Le Devoir, 26/02/18

26 Marc Bonhomme, [Fermeture de l'usine Mondelez et suppression de Ste-Marie-St-Jacques](#), Presse-à-gauche, 6/03/17

27 Léon Crémieux, [Quelques notes sur le Portugal et l'expérience du Bloco](#), ESSF, 15/02/18 : « ...le coup de frein mis par ce gouvernement aux nouvelles attaques sociales est une réalité concrète deux ans après sa mise en place...même si elle n'augure en rien du futur. [...] Par ailleurs, il faut voir que les conditions économiques actuelles du Portugal sont

sans remettre en question les politiques néolibérales sous-jacentes. Cette dangereuse tactique pour gagner du temps, tant que la brise de la révolte n'est pas venue, ne peut être mise en œuvre que par un parti dont la stratégie reste fermement anticapitaliste²⁸.

Une conjoncture similaire au Danemark, entre 2011 et 2015, a produit un tout autre résultat étant donné la confusion du parti le plus radical qui a fait de la tactique une stratégie malgré la critique de son aile gauche anticapitaliste²⁹. Il faut donc un alignement des astres fait d'embellie économique, d'essoufflement social et d'opportunité politique le tout pris à bras-le-corps par un parti aux yeux clairs. La condition nécessaire mais non suffisante est la dernière ce qui reste vrai pour un tel parti en position majoritaire (ou presque) tel le Syriza grec qui en est le contre-exemple avec sa capitulation de 2015... tout de suite après un référendum gagnant qui l'invitait à résister à la mainmise du capital financier agissant par l'intermédiaire de la troïka (Commission et Banque européennes et le FMI).

Pour s'en tenir au cadre canadien, un gouvernement Solidaire laisse voir qu'il sera la réplique, toutes choses étant égales par ailleurs, des gouvernements NPD albertain ou britanico-canadien qui n'envisagent même pas de faire les réformes qu'ont fait les gouvernements péquiste ou libéral au Québec en 1996 (assurance-médicament), en 1997 (Centre de la petite enfance) et en 2006 (congé parentaux)... et que promet partiellement le dernier budget Libéral fédéral... sans les allocations de fonds afférentes. Le secret bien gardé de cette différence réside dans la mobilisation constante du peuple québécois et particulièrement, dans la dernière période, de ses femmes et de ses jeunes. Il ne faut pas être sorcier pour comprendre que le ressort de cette exceptionnalité au sein du Canada relève de la résistance à l'oppression nationale dont le *Quebec bashing* est l'expression la plus vulgaire et la plus réactionnaire. La lutte pour l'indépendance en est le fer de lance... fort émoussé en ses temps froids de remontée de l'identitaire droite xénophobe et raciste.

Une parade *purezédure* visant l'électorat péquiste découplée de la politique centriste du parti

Paradoxalement, le sursaut indépendantiste de Québec solidaire de par sa fusion avec Option nationale dénote davantage une parade *purezédure* visant l'électorat péquiste mais complètement découplée de la centriste politique réellement existante du parti telle qu'elle se manifeste publiquement. L'actuelle crise du Bloc québécois démontre le cul-de-sac où mène cette contradiction. La direction Solidaire durcit sa « foi » indépendantiste en même temps qu'elle amollit sa politique générale laquelle ainsi tend à se réconcilier avec une matrice canadienne réformable. L'on constate que cette contradiction se déporte au PQ dans le comté

assez particulières. De 2014 à 2017, le déficit public a été résorbé, passant de 4,4% en 2015 à 1,5%, mettant fin à la pression des créanciers de l'UE. Parallèlement, le chômage s'est résorbé de plus de 14% en 2014 à 9,4% en 2017. [...] Cela n'est pas en tant que tel le résultat d'un miracle keynésien. C'est la conjonction du renouveau de la politique d'exportation industrielle (automobile, chaussures, textile) avec une augmentation des investissements directs étrangers. Les exportations représentent 40% du PIB dans un contexte de dépréciation de l'euro. »

28 Mariana Mortagua, [Portugal : Sur l'expérience du gouvernement PS](#), À l'encontre par ESSF, 28/02/18

29 Michael Voss, [Denmark – The Red Green Alliance, 2011-2017](#), ESSF, 17/12/17 : « *Le gouvernement dirigé par le SD [Parti social-démocrate] s'est pleinement adapté au discours néolibéral. Il a fait de la poursuite de la politique économique du gouvernement de droite un principe, et il n'a presque pas fait reculer la politique d'austérité antérieure. [...] le RGA [Alliance rouge-verte] [...] n'était pas uni derrière une analyse socialiste révolutionnaire des partis réformistes. Il n'était pas uni derrière une approche de front uni basée sur la lutte des classes. En fait, certaines parties de la RGA avaient des illusions sérieuses sur le fait que le SD allait faire reculer les pires réformes néolibérales du gouvernement précédent, et qu'il allait opter pour de véritables réformes progressistes. Ces illusions ont dominé le groupe parlementaire et le groupe des employés du parti RGA au Parlement.* » (ma traduction)

de Pointe-aux-Trembles³⁰... et à Québec solidaire dans celui de Taschereau³¹, le plus gagnable hors le « croissant fertile » de Montréal.

Le congrès fusion du début décembre 2017 annonçait une emphase sur le message indépendantiste lequel n'a pas passé la rampe³². L'indépendance n'est pas nécessaire au rejet de la loi sur les hydrocarbures, au salaire minimum à 15\$, à l'arrêt du financement des écoles privées auquel presque aucune province canadienne ne s'adonne et au financement à 60% des frais dentaires curatifs pour les adultes alors que la province fédérale du Québec a d' uniques programmes sur l'assurance-médicament, les garderies, les congés parentaux, une loi sur l'équité salariale et s'est dotée des plus bas frais universitaires au Canada. Par contre, l'indépendance serait vitale à la promotion d'un programme de plein emploi écologique³³ tant en termes d'indispensables pouvoirs souverains, particulièrement dans les domaines de la finance et des transports, de l'orientation de la politique économique et écologique qu'en termes de dignité retrouvée. Cette indépendance de la rupture tant contre le fédéral que contre le capital, les deux côtés indissociables de la médaille, n'a rien à voir avec la rupture par étape, nationaliste d'abord anticapitaliste ensuite, une vue de l'esprit conduisant au désespérant cul-de-sac où le PQ a mené le peuple québécois depuis un demi-siècle.

Le fédéralisme est l'avatar canadien du néolibéralisme, incarnation du capitalisme contemporain. On ne peut rejeter sa forme institutionnelle sans rejeter son fond socio-économique cristallisé par l'hégémonie du capital financier de Bay et Wall Street et de ses sous-fifres québécois³⁴. C'est à cette solution de continuité à laquelle invite la Constituante indépendantiste solidaire, condition sine qua non de la fusion avec Option nationale et son dystopique indépendantisme droitier³⁵. Sans une orientation mobilisatrice pour un nouveau printemps érable 2012 jumelé à un Front commun 1972, cette Constituante s'avère un antidémocratique coup d'épée dans l'eau menant à l'impasse *purzédure*... qui se résout par le tour de passe-passe du plus plat réformisme de la matrice fédéraliste pour laquelle réforme il n'existe aucun rapport de forces.

S'annonce le retour de la grande alliance nationaliste avant ou après les élections

Toute cette prestidigitation mène Québec solidaire, malgré trois rejets formels en congrès dont le dernier en 2017³⁶, dans la cour du Bloc et du PQ bien que les trois protagonistes n'en soient pas au même moment du cycle *purzédur*. Québec solidaire, qui vient de rentrer dans la danse, se situe à son début, le Bloc vit le moment paroxysmique de la contradiction entre la radicalité idéologique et le pragmatisme électoraliste³⁷, le

30 Radio-Canada, [Jean-Martin Aussant se présentera dans Pointe-aux-Trembles](#), 26/02/18

31 Pierre Mouterde, [Les défis d'une course à l'investiture](#), Presse-toi-à-gauche, 13/02/18 : « ...la course à l'investiture, depuis qu'elle a été vaillamment lancée, tend à suivre, auprès de certains, un cours par trop passionnel. [...] Qu'on le veuille ou non, quelque part, il en va aussi à Taschereau, de l'avenir de Québec solidaire ! »

32 L'affaire pourrait se corser si le nouveau collectif de Québec solidaire, Option nationale, parvenait à devenir hégémonique à Québec comme il tente de le faire.

33 Marc Bonhomme, [La réduction des gaz à effet de serre \(GES\) des deux tiers d'ici 2030 au Québec est faisable techniquement, financièrement et politiquement](#) et [Les emplois du secteur public sont intrinsèquement écologiques](#), Presse-toi-à-gauche, 20/02/18 et 27/02/18

34 Alexandre Shields, [Desjardins continuera d'investir dans les énergies fossiles](#), Le Devoir, 7/12/17. Comment expliquer cet entêtement de Desjardins pour soutenir financièrement l'oléoduc britanico-canadien de Kinder Morgan autrement que par sa visée, par esprit de lucre, de devenir une institution pan-canadienne.

35 Voir sur mon site web, [La fusion de Québec solidaire avec Option nationale vers un virage à droite – Le livre qui fait dire oui à un Québec concurrentiel sur le marché global](#), 26/11/17

36 Marc Bonhomme, [Québec : le congrès Solidaire et ses suites après la demi-rupture avec le PQ](#), ESSF, 3/06/17

37 Stéphane Baillargeon, [La dichotomie de l'indépendantisme](#), Le Devoir, 3/03/18. L'article, cependant, confond « parti antisystème » qui suppose une stratégie basée avant tout sur la mobilisation extraparlamentaire avec le radicalisme idéologique qui mène, s'il va jusqu'au bout, au cul-de-sac de la droite indépendantiste de la Catalogne.

PQ la triste fin du cycle où on renonce même au but proclamé. Cette discordance des temps entre les trois joueurs empêche leur immédiat arrimage et rien ne garantit qu'il ne se produise avant les prochaines élections du premier octobre prochain.

N'empêche, la direction Solidaire prépare le terrain ou du moins évite qu'y surgissent des montagnes d'incompréhension. Lors du lancement très publicisé de la pré-campagne devant durer jusqu'à l'été, la direction du parti n'a pas manqué de stigmatiser les Libéraux et la CAQ mais sans même mentionner le PQ. L'annonce fort médiatisée du retour du fondateur d'Option nationale au PQ³⁸, et ancien compagnon de route du porte-parole Solidaire lors de la consultation très courue Faut-qu'on-se-parle, n'a pas donné lieu à une critique de l'inconséquence du repentir revenant au bercail pour ne pas dire de la déception d'un ralliement³⁹.

Somme toute, on préserve l'avenir d'autant plus que l'arrivée chez les Solidaires de l'ancien porte-parole de la CLASSE du Printemps érable n'a pas finalement fait bouger l'aiguille ni électorale ni des sondages. L'élection partielle de novembre dans Louis-Hébert⁴⁰, ce que confirme le dernier sondage Léger du début mars à la suite de celui de janvier⁴¹, montre une stagnation électorale du parti que le réajustement indépendantiste du PQ peut consolider tout en ré-ouvrant la porte de la grande alliance nationaliste.

Pour un électrochoc de retour à la substantifique moelle du programme

De là à conclure que Québec solidaire s'est peinturé dans le coin, il n'y a qu'un pas à franchir... Pour avoir voulu se donner des airs à la Sanders ou à la Corbyn avec sa plateforme technologique Mouvement, qui finalement habille de cliquetis des activités électorales traditionnelles, le parti a démontré qu'il n'a pas compris, ou a feint de ne pas comprendre, que la substantifique moelle de leurs succès électoraux émanaient avant tout de leurs plateformes politiques « socialistes démocratiques », en fait sociales-démocrates, ce qui était radical dans les contextes étasunien⁴² et britannique⁴³.

Cette approche, transposée dans un Québec plus social-démocrate que les ÉU, le Canada et la Grande-Bretagne, avec une structure économique des plus favorables pour une *alternativa*, selon la terminologie de Naomi Klein, en harmonie avec les cibles des Accords de Paris, avec un parti qui dans son programme « *entend, à terme, dépasser le capitalisme* », la table est mise pour un plan de plein emploi écologique. Comme l'affirme la nouvelle proto-chef du parti, forte de la résurgence du mouvement des femmes du « #moiaussi » et de la révolte des infirmières, et bénéficiant de l'affaiblissement de l'autre porte-parole dont la stratégie indépendantiste prend l'eau, « *le Québec a besoin d'un électrochoc* »⁴⁴. Toutefois, cet électrochoc passe d'abord et avant tout par celui qui doit traverser Québec solidaire.

Marc Bonhomme, 4 mars 2018, mis à jour le 16 mars 2018

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

38 Michel David, [Jean-Martin Aussant, un Québécois errant](#), Le Devoir, 24/02/18

39 La Presse canadienne, [Gabriel Nadeau-Dubois respecte la décision de Jean-Martin Aussant](#), Le Devoir, 26/02/18

40 Dans cette circonscription de la banlieue cossue de Québec, la CAQ conquiert facilement un bastion Libéral pendant que le PQ pique du nez. Le vote de Québec solidaire y stagne à 5% par rapport à la dernière élection générale pendant que celui au départ très marginal d'ON s'effondre relativement des deux tiers alors que le minuscule et non-médiatisé Parti conservateur, scission droitière de la CAQ, en multipliant son vote relatif par cinq quitte la catégorie des moins de 1% avec ON pour se hisser à celle des ± 5% avec QS.

41 [Sondage Léger pour Le Devoir et Le Journal de Montréal](#), 2/03/18, en particulier le graphique « Évolution des intentions de vote au Québec »

42 Wikipedia, [Political positions of Bernie Sanders](#), visité le 3/03/18

43 Wikipedia, [Political positions of Jeremy Corbyn](#), visité le 3/03/18

44 Marco Bélair-Cirino, « [Le Québec a besoin d'un électrochoc](#) », Le Devoir, 27/02/18